

György Budaházy, une figure importante de l'extrême droite en Hongrie, a fait une sortie de prison remarquable, paradant à cheval dans les rues de Vác.

C'est un nom du passé qui remonte à la surface. Celui de György Budaházy, qui faisait régulièrement les gros titres des journaux à la fin des années 2000 quand, profitant de l'atmosphère de chaos accompagnant le crépuscule des sociaux-libéraux, il menait avec son groupe des actions musclées contre ceux qu'il voyait comme des ennemis de la nation hongroise.

En effet, le 27 avril, jour précédant l'arrivée en Hongrie du pape François, la présidente hongroise Katalin Novák a gracié [György Budaházy](#), qui a pu sortir le jour même, dans le plus pur style des nationalistes magyars, paradant à cheval dans les rues de la ville de Vác où il était détenu.

Katalin Novák a argué de la visite du pape François pour faire preuve de clémence. Un communiqué publié par le bureau de la présidence expliquait que « *la semaine de la visite du pape est une occasion spéciale pour la présidente de se prévaloir de la possibilité d'accorder l'amnistie et la présidente a donc décidé d'accorder l'amnistie à grande échelle* ». La présidente avait accordé l'amnistie à 7 des 17 coaccusés de Budaházy en décembre 2022 et le reste du groupe Hunnia a été gracié en même temps que leur chef.



Août 2009, manifestant du Jobbik sur Déak tér pour la libération de Budaházy. Photo : Corentin Léotard.

Avec le mouvement Hunnia qu'il a fondé, Budaházy s'était fait un nom dans le milieu ultranationaliste en profitant de l'atmosphère de chaos qui avait suivi la diffusion du « discours d'Öszöd » en 2006 qui avait décrédibilisé le premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány et précipité la chute de son gouvernement socialiste-libéral trois ans plus tard. C'est de ce terreau qu'a émergé le Jobbik et divers groupes extrémistes tels que le Mouvement des 64 Comptés (HVIM) et la figure de György Budaházy.

Au cours de la décennie 2010, le Jobbik avait tenté de faire de Budaházy un martyr politique, manifestant en faveur de sa libération alors qu'il avait été placé en détention provisoire au mois de juin 2009.

Les Socialistes dans le viseur

Budaházy a été condamné pour la première fois le 30 août 2016 à 17 années de prison pour « terrorisme », une peine réduite à six ans en seconde instance au mois de mars dernier. A l'énoncé du verdict, le public présent dans la cour de Justice avait entonné le *Szózat*, un chant patriotique écrit par Mihály Vörösmarty.

Le groupe de Budaházy a été reconnu coupable de s'en être pris, dans la seconde moitié des années

2000, à plusieurs politiciens du Parti socialiste (MSZP) et du parti libéral SZDSZ qui gouvernaient alors en coalition. Des cocktails Molotov avaient été lancés contre les résidences de plusieurs politiciens de gauche - comme le ministre de l'éducation István Hiller et le ministre de l'économie János Koka - et des balles avaient été tirées contre le siège du Parti socialiste.

Auparavant, Budaházy avait occupé un pont de Budapest pour empêcher le transfert pacifique du pouvoir après la défaite électorale de Viktor Orbán en 2002 et attaqué un club gay de Budapest.

György Budaházy, qui bénéficie encore d'une aura importante dans le mouvement ultranationaliste hongrois, a prévenu qu'il se réservait le droit d'entrer en politique. Le président du parti d'extrême droite [Mi Hazánk](#), [László Toroczkai](#), l'autre visage incontournable de l'extrême-droite hongroise, a salué la nouvelle dans un message sur Twitter, déclarant : « *Les Budaházy sont enfin libres ! La Présidente de la République leur a pardonné ! [...] Tous les patriotes sont enfin libres !* »